



Octobre 2009

La votation citoyenne

Les Français sont attachés à un service public fort et la crise leur a donné raison. Si les effets néfastes de cette dernière sont moindres dans l'hexagone, c'est grâce au rôle majeur que joue encore (mais pour combien de temps ?) la puissance publique.

2 200 000 personnes ont participé à la votation citoyenne et ont réaffirmé avec force leur attachement aux fondements de notre société. Ce qui attend la poste au travers de son changement de statuts, c'est ce qui est arrivé à sa soeur siamoise France Télécom. « Il faut que la poste devienne une SA pour recevoir les capitaux qui lui permettront d'assurer ses missions », le discours on le connaît et le visage de la poste de demain on le devine :

Un rayon postal dans les hypermarchés, le courrier distribué dans les seules grandes villes, les campagnes désertifiées, des tarifs à la hausse et des prestations à la baisse. Aujourd'hui dans mon bureau de poste, il y a trois guichets, au premier on y trouve des chaussettes, des CD, des livres, le 2° est réservé aux entreprises et aux produits financiers, au 3° on fait la queue 25 minutes pour avoir son recommandé, pendant que mon facteur distribue des tonnes de prospectus.

C'est comme si à la DGFIP, existait un guichet « Défisicalisation » dans les halls des hôtels des finances :

« Vous savez Mr MARTIN, vous pouvez payer vos impôts différemment, vous avez entendu parler de la loi Scellier ? - Allo Mme DUPONT, j'ai une bonne nouvelle pour vous, vous pouvez prétendre au bouclier fiscal !... »

C'est amusant et ça semble surréaliste, mais pour combien de temps ?

Bonne rentrée.

Sommaire : Une rentrée mouvementée – La liste des 3000 - La pandémie en 3 dessins – Le malaise de France Télécom – Vos correspondants d'immeuble - L'ergonome à Fontenay le comte -

Une rentrée mouvementée

Au niveau départemental ou national, l'actualité est particulièrement riche à la DGFIP.

Chaque jour qui passe apporte son lot d'annonces, de débats, voire de polémiques.

Nous ne citerons qu'à titre d'exemple : l'affaire des 3000 noms de résidents français détenant un compte en Suisse, la sortie des avis d'imposition et l'impact de la mesure d'allègement de l'impôt sur le revenu décidée dans l'urgence en début 2009, la taxe carbone et son usine à gaz, la suppression de la taxe professionnelle, la taxation des indemnités journalières de maladie suite à accident de travail, la nième annonce de création d'un « guichet fiscal unique » dans le cadre de la fusion impôts/trésor,

Décidément, on ne s'ennuie pas à la DGFIP.

Ajoutez à cela, l'accélération de la mise en place des SIP et des DLU, le déploiement à marche forcée des PRS (Pôle de Recouvrement Spécialisés), l'incertitude sur les règles de gestion, et le compte est bon...

Cette accélération des réformes se décline bien évidemment au niveau local. En Vendée, les dates de mise en place des SIP et du PRS sont doré et déjà arrêtées par la centrale :

SIP :

Challans : 01/12/2009,
Fontenay le comte : 18/12/2009,
Les Herbiers : 01/07/2010,
Luçon : 01/12/2010.

PRS :

01/01/2010

Les discussions sur les SIP des Sables d'Orlonne et de la Roche sur Yon se déroulent encore au niveau national, et ce, pour des motifs différents. En ce qui concerne le SIP de la Roche sur Yon, l'union SNUI-SUD TRESOR a réaffirmé à la centrale son opposition à la fusion des deux CDI de la Roche sur Yon.

Quant à la mise en place de la DLU, compte tenu du départ du TPG LESNARD, celle-ci est accélérée, c'est l'actuel DSF, Gilles VIAULT qui en aura la charge.

Les organisations syndicales ont d'ailleurs été convoquées à un CTPD les 22 et 23 septembre dernier. Outre le fait que l'ordre du jour était particulièrement chargé et comprenait notamment la création des SIP de Challans, Fontenay, les Herbiers et Luçon, un point d'information devait être fait sur les études ergonomiques, la DLU et le plan de pandémie grippale.

Après 7 heures de dialogue de sourds, au cours desquelles les OS ont réaffirmé les revendications des agents, la parité administrative n'a tenu compte d'aucune de nos propositions, en se retranchant derrière les directives nationales.

Face à cet autisme, les représentants du personnel ont donc quitté la salle et ont demandé que les sujets non évoqués fassent l'objet d'un autre CTPD, et ce, dans un esprit plus respectueux de la représentativité syndicale. Affaire à suivre....

En conclusion et parce que la rentrée est déjà bien

mouvementée, parce que les points d'achoppements et de mécontentements sont multiples, parce que nous ne pouvons laisser faire n'importe quoi, n'importe quand, n'importe comment, l'union SNUI-SUD TRESOR est plus que jamais vigilante et combative face à la machine à broyer les agents qu'est devenue la DGFIP.

La liste des 3000

On connaissait la **liste de Schindler**, cet autrichien nazi héroïque, qui sauva la vie de plus de 1100 juifs de l'holocauste au cours de la 2^e guerre mondiale, **la liste de Rose**, chanson émouvante et humoristique qui illustre un projet de vie de couple amoureux.

Celle que brandit E. WOERTH devant les médias n'a rien d'héroïque, d'émouvant ou d'humoristique, c'est **la liste des 3000** méchants riches fraudeurs, français, détenant des comptes non déclarés en Suisse.

Ces derniers sont invités par le ministre à se confesser auprès de la cellule de régularisation, avant le 31 décembre, moyennant quoi, ils éviteront les poursuites pénales, et bénéficieront d'une atténuation des pénalités d'usage.

Si la source en est inconnue, l'information tombe à point nommé pour une opération de communication dont le gouvernement avait bien besoin :

Rappelez vous les promesses du candidat SARKOSY, fustigeant les niches fiscales scandaleusement injustes et si coûteuses pour le budget.

Après l'abandon du vertueux

projet et la mise en place du bouclier fiscal, il fallait, pour redorer le blason du justicier des pauvres et des classes moyennes, une image forte.

Ce sera la liste des 3000, présentée à grand renfort de médias. Et voici notre chevalier des temps modernes, ROLLEX au poignet, pourchassant jusque dans les Alpes Suisses le riche mécréant du XVI^e (l'arrondissement bien sûr pas le siècle !...).

Le piège serait d'y croire, nous savons tous, par conviction ou par intuition que l'annonce ne sera pas suivie d'effets, sauf à rassurer l'habitant du 21^e (Le siècle, cette fois ci, il n'y a que 20 arrondissements).



travail sont attribués aux personnels, au fur et à mesure de leur arrivée le matin. Ce n'est pas un point de détail, c'est un des éléments du management moderne, judicieusement vendu par quelques cabinets de consultants dont l'idée force est la *déshumanisation des conditions de travail*.....

Un voisin qui change tous les jours, un encadrement à mobilité extrême, des restructurations incessantes, des cadences infernales, des objectifs irréalistes etc....

Depuis sa privatisation en 1996, France Télécom a consacré plus d'attention et surtout plus de moyens à sa stratégie commerciale et industrielle qu'à la qualité de la vie au travail de son personnel. Le management moderne y a fait une entrée fracassante accompagné d'une révolution technologique sans précédent. Si l'on ajoute un PDG glacial et arrogant, on comprend mieux le chiffre qui inquiète même Christine LARGARDE, (l'Etat est actionnaire à près de 40%) : 24 suicides depuis février 2008.

La pandémie en 3 dessins



Plus éloquent que tous les

Le microbe n'est rien, le terrain est tout.

Y paraît que nous avons refilé la grippe aux humains!

Cela voudrait dire que les humains subissent des conditions de vie et d'alimentation aussi déplorables que la nôtre!



commentaires :

Le malaise de France Télécom

La semaine dernière, le PDG de France Télécom a inauguré à la Plaine Saint Denis - 93 - un immeuble flambant neuf destiné aux services commerciaux de l'entreprise. Vitrine de l'entreprise pour ses dirigeants, parfait exemple de folie organisationnelle coté personnel :

Des alignements de bureaux par dizaines, sur d'immenses plateaux, décroissonnés, des tables nues, rien d'autre que l'ordinateur et le téléphone, pas de dessin d'enfant, de photos de famille ou autre signe distinctif, et pour cause, les postes de

C'est que France Télécom incarne l'exemple parfait du malaise d'une civilisation du travail et du management qui semble tourner le dos résolument à une compréhension moderne et scientifique du travail.

Alerté par le dernier suicide en date, le Président Didier LOMBARD s'est rendu sur place, et avec un incroyable cynisme a annoncé que les premières mesures étaient en cours (pose de barreaux aux fenêtres des étages)...

Souvenez-vous, ces vagues de suicides ont tour à tour touché RENAULT, la Police Nationale,

les gardiens de prison, c'est à dire dans la plupart des cas, des entreprises privatisées ou des administrations fortement secouées par des réformes incomprises et menées au pas de charge.

Rien à voir avec la DGFIP me direz-vous, sauf que deux chiffres m'interpellent, 160 000 employés à France Télécom, 24 suicides depuis Février 2008, 130 000 à la DGFIP, 30 suicides depuis janvier 2008, dont 5 sur le lieu de travail.....

La pandémie : encore plus drôle

Le CDIF de la Roche sur Yon a été destinataire ces jours derniers d'un mail révélateur de la psychose ambiante :

Monsieur le contrôleur, je vous adresse ce jour la **déclaration H1 N1** de mon client monsieur X !..... On lui dédit ce dessin :



Vos correspondants d'immeubles		
<i>Nom - Prénom</i>	<i>Résidence/Service</i>	<i>Téléphone</i>
AIRAUD Evelyne	CDI La Roche	02.51.45.12.37
BAUDRY Jean	CDI Challans	02.51.49.54.27
MONTEL Martine	CDI Luçon	02.51.28.52.24
BOSSARD Joelle	CDIR Herbiers	02.51.64.17.05
PRAUD Christian	Direction	02.51.45.11.59
GRUJON Marc	SIE Roche Sud	
HUPPENOIRE Jocelyne	Direction	02.51.45.11.25
MARQUES Solange	CDI Fontenay	02.51.50.11.14
MENANTEAU Christian	CDIF La Roche	02.51.45.12.02
MEULAN Nathalie	CDIF Les Sables	02.51.21.76.66
LOIRAT Nathalie	CH LA Roche	06.78.23.62.30
BENETEAU Jacky	SIE Challans	02.51.49.55.91
PUIROUX Jean-Jacques	Direction	02.51.45.11.13
ROUMILLY Patrick	SIE La Roche sur Yon	02.51.45.12.16
TARAUD Alain	ICE La Roche sur Yon	02.51.45.12.20
ETHUIN Didier	CH Challans	02.51.49.53.56

RENCONTRE AVEC L'ERGONOME A FONTENAY LE COMTE

L'ergonome, M Laurent Van Belleghem du groupe OMNIA , est intervenu sur le site de Fontenay Le Comte après l'entrevue avec M Rambal de la DG , de fin avril à début juillet 2009 .

L'objet de sa mission consistait à faire un diagnostic de la situation Fontenaisienne après le rapprochement CDI-CDIF et dans le cadre de la future mise en place d'un accueil intégrant la prochaine arrivée du Trésor sur le site de l'actuel Hôtel des impôts de Fontenay .

Tous les agents de secteur ont été conviés et ont pu s'exprimer sur leurs conditions de travail et leur environnement . Une majorité d'agents a participé à ces entretiens.

Le diagnostic a fait ressortir de manière nette le caractère très dégradé des conditions de travail et l'état de souffrance d'un grand nombre d'agents après la fusion CDI CDIF .

Plus particulièrement quant à la situation de Fontenay le Comte, l'ergonome a souligné trois points principaux de dégradations :

- 1- Un fonctionnement de l'accueil secondaire dégradé.
- 2- Des moyens non adaptés à l'activité d'accueil primaire.
- 3- Un dispositif de soutien technique déficitaire .

Différentes pistes d'amélioration ont été proposées , tenant aux problèmes diagnostiqués .

Ainsi, parmi les mesures évoquées, on notera :

- Le changement de la banque d'accueil permettant l'installation de deux personnes.
- La création d'une équipe dédiée à l'accueil, avec la nécessité d'intégrer des renforts.

Par ailleurs, le rapport insiste sur certains points de vigilance particuliers dont :

- 1- Nécessité de renforcer le soutien technique (voire de le créer) et de prévoir dans la future organisation la formation technique de la hiérarchie à mettre en place .
- 2- Une notion d'entraide à clarifier, L'entraide envisagée entre les secteurs ne doit pas, selon le rapport, être entendue dans sa dimension morale .

Il est à noter que les entretiens entre l'ergonome et les agents ont été sereins et dénués d'a priori . Il en ressort que les agents se sont retrouvés dans le diagnostic apporté. Ce diagnostic rejoint toutes les observations et informations apportées par les agents depuis plusieurs années sur la dégradation toujours plus forte de leurs conditions de travail .